

RETRAIT DE CONFIANCE AU MAIRE DE BOUMERDÈS

Les élus contestataires maintiennent la pression

Les 10 élus de la commune de Boumerdès ne démordent plus. Ils maintiennent la pression contre leur président, Sarni Mohand, élu du Parti des travailleurs. Ce dernier répond par des accusations graves. Point de preuves néanmoins.

Les pourfendeurs du chef de l'exécutif communal de l'ex-Rocher noir exigent toujours sa destitution. Ils ont établi le 24 janvier 2009 un PV chez un huissier de justice. Cette décision a été confirmée le 31 janvier lors d'une délibération qui a regroupé les élus au siège de l'APC. Le premier février une autre réunion s'est déroulée pour conforter cette décision. Ce groupe demande également l'application de l'article 55 du code communal.

Les contestataires ont par conséquent transmis la résolution de destitution à la chef de daïra, laquelle, selon les membres de cet exécutif, l'a approuvée avant de la transmettre au wali. Au terme de l'article 41 du même code, le wali est en effet tenu d'exécuter toute délibération dans un délai de 15 jours.

Par ailleurs, il y a quelques jours, M. Berkane, élu FLN au sein de cette APC, faisait une déclaration au *Soir d'Algérie* réclamant une enquête sur la gestion de la commune. Il a confirmé de manière officielle cette exigence dans une lettre jointe à la délibération destituant le président.

Au volet de la politique partisane, un élu de la même liste que le président Sarni nous a indiqué que les députés Taazibt et Djoudi, membres de la direction nationale du PT ont tenté de faire pression sur les trois autres élus de ce parti pour les amener à se démarquer de cette action de destitution. L'opération n'a pas abouti. «Ils (les deux députés, ndlr) nous ont réunis à Boumerdès et établi un PV de réconciliation que nous avons tous refusé de

signer», dira en l'occurrence notre vis-à-vis. «Un élu a bel et bien signé ce PV», clamera le P/APC. Pour rappel, la gestion de la commune de Boumerdès échoit à une liste qui a eu le soutien du PT. 4 élus sur les 11 que compte cette assemblée sont issus du parti trotskiste algérien.

Sur ce dossier, nous avons tenté, à plusieurs reprises, de prendre contact avec la chef de la daïra de Boumerdès, en précisant, à sa secrétaire l'objet de notre sollicitation. Il semblerait que celle-ci n'est pas disposée à s'exprimer sur le sujet pour éclairer davantage l'opinion publique. Au niveau du cabinet du wali diverses interprétations nous ont été communiquées, comme par exemple le chef de l'exécutif n'avait pas encore reçu la lettre des contestataires.

On nous a, en second lieu, expliqué que le wali a légalement 8 jours pour prendre une décision, et par la suite que le patron de l'exécutif de la wilaya a bel et bien reçu cette fameuse délibération mais que la loi lui confère un mois de réflexion. A bien lire le code communal, hormis l'article 41, point d'autre précision dans cette loi. Il semblerait, en outre, que des élus opposants ont été approchés par des hauts responsables de la wilaya.

A l'évidence, ceux qui soutiennent Sarni seraient, d'après ce que laissent entendre les contestataires, parmi ceux qui ont bénéficié de privilèges (chalets, autorisations d'ériger des locaux commerciaux...) de la part du P/APC. «Ces responsables veulent obstruer notre action. Certains sont allés

jusqu'à nous menacer», assène un vice-président. «Faux !» rétorque le P/APC que nous avons joint par téléphone.

Les opposants rendent public, par le biais de documents liés au retrait de confiance, un grand nombre de griefs retenus contre leur président. «Mauvaise gestion, laisser-aller, négligence des affaires administratives de la commune, signature d'autorisations sans informer l'assemblée», rapportent-ils. «Nous n'avons délibéré qu'une seule fois depuis le début de notre mandat», déplore Djenadi, membre de l'assemblée, et ce, en présence de deux vice-présidents.

De son côté, le P/APC, joint au téléphone, n'est pas allé avec le dos de la cuillère pour fustiger ses adversaires. «Ils ont profité de mon absence pour une formation de trois mois et la maladie de mon fils pour squatter l'APC et occuper le terrain. Je vous affirme que Khellat (vice-président, ndlr) a intoxiqué mon fils qui est actuellement dépressif.» Prié de donner plus de précision, il dira en substance qu'«il lui a fait prendre des produits toxiques ! Des cachets !» Il faisait allusion à des psychotropes. Contacté par nos soins sur ce point précis, le vice-président Khellat (PT) dément catégoriquement ces accusations et assène : «Son fils, je ne le connais même pas.»

Concernant le trafic des chalets, M. Djenadi précisera que «c'est mon confrère du FFS et moi-même qui avons déposé plainte bien avant le P/APC qui a, je vous le rappelle, distribué illégalement ces habitations». Pour preuve, il nous remet la copie d'une décision signée par le P/APC. «J'ai signé avec eux leur plainte et j'ai déposé une

autre en tant P/APC», défend Sarni. Dans cette affaire de chalets, l'opinion publique reste effarée. Elle parle d'une véritable bande organisée qui a agressé moralement et physiquement dans leurs chalets des familles afin de les expulser de ces habitations pour les récupérer et les revendre. Une longue lettre signée par des universitaires victimes de ces agissements est en notre possession. Toutes les autorités étaient informées de ce qui se passait dans les sites de chalets. A ce propos, le parquet de Boumerdès a ouvert une enquête et l'élu mis en cause a été suspendu.

Des représentants populaires et les citoyens n'hésitent plus à faire des rapprochements entre ces agresseurs et le P/APC, s'agissant de sa passivité devant ces actes. Selon des sources sûres, il y a aussi passation d'un marché dans des conditions douteuses.

Ce dossier risque d'être l'objet d'une enquête. Les contestataires nous ont fait, en outre, part d'une réunion qui a regroupé par deux fois 6 entrepreneurs chez le P/APC. Objectif de cette rencontre, selon eux, faire pression sur les contestataires afin qu'ils abandonnent leur action pour déchoir Sarni de la présidence. «Je dément la tenue de cette réunion.

C'est eux qui sont venus à l'APC chacun avec sa liste d'entrepreneurs pour monopoliser la commune», réplique le président qui enfonce le clou. «Un entrepreneur a remis à un élu un sac d'argent.» Prié d'assumer publiquement sa déclaration contre cet élu qu'il a cité nommément, il s'est rétracté.

Abachi L.

L'AMBASSADEUR D'ITALIE À BLIDA

«Nous croyons à la perspective des consolidations des liens avec l'Algérie»

Son Excellence l'ambassadeur d'Italie en Algérie, M. Giampaolo Cantini, a effectué, dimanche dernier, une visite de travail à Blida qui l'a mené dans plusieurs endroits, notamment à l'université Saâd-Dahleb où il a rencontré les étudiants du département de langue italienne dont il dira que le contact a été très chaleureux.

M. Giampaolo Cantini a tenu aussi à rencontrer les industriels de la wilaya de Blida dont des partenaires économiques avec lesquels il a fait part de l'intention de son pays de renforcer les liens de partenariat, surtout que les infrastructures de communication, dira-t-il, le permettent considérablement.

Il rappellera que nombre d'entrepreneurs algériens utilisent des machines et autres équipements industriels de fabrication italienne dont il vantera la qualité technologique car, soutiendra-t-il, celles-ci s'adaptent parfaitement à l'exigence de la

petite industrie algérienne. Toutefois, il émettra le vœu que la relation économique de l'Algérie avec l'Italie se développe dans les deux sens. «Il serait bien de voir les échanges commerciaux entre nos deux pays se concrétiser de manière à ce que les rapports aillent dans le sens d'une coopération industrielle permettant aux entrepreneurs de la wilaya de Blida d'exporter leurs produits vers l'Italie», affirmera M. Giampaolo. Et d'ajouter : «Nous croyons à la perspective des consolidations des liens avec l'Algérie.»

En outre, il fera savoir que l'industrie italienne est basée sur la petite industrie, celle qu'ils appellent com-munément la logique du district. Néanmoins, ce dernier déplore l'aspect communication qui pour lui reste en deçà des exigences en matière d'informations par voie de presse sur l'Algérie. Ceci est justifié par le nombre restreint de journalistes correspondants qui travaillent pour le compte des médias italiens. «Il faut sans cesse une image

actualisée de l'Algérie», déclarera-t-il. Pour M. Aggoun Abdelkader, président du Club des entrepreneurs et industriels de la Mitidja (CEIMI), la multiplication des rencontres avec la diplomatie italienne ne peut qu'avoir des avantages dans le sens du développement des relations bilatérales. Dans un autre registre, le président de la Chambre du commerce de la wilaya de Blida, M. Chami, a souhaité que les efforts de partenariat soient axés plus sur l'importation du savoir-faire d'Italie et non uniquement des machines, tout comme il a regretté l'inexistence de centres pédagogiques italiens qui ensei-gnent l'italien à Blida.

Ce à quoi l'ambassadeur a répondu que son pays peut offrir des postes d'emploi à des ingénieurs algériens pour qu'ils acquièrent l'expérience et le savoir-faire mais à condition qu'ils retournent ensuite en Algérie. M. Giampaolo Cantini visitera une usine à Blida avant de regagner Alger.

M. B.

WATANIYA
TELECOM ALGÉRIE

Nedjma fait escale à Khenchela, Saïda et Laghouat

La foire Nedjma continue de sillonner les villes d'Algérie afin de rencontrer les clients et leur offrir les meilleurs produits et services de téléphonie mobile.

Ainsi, Nedjma installe cette fois-ci ses stands successivement à Khenchela, Saïda et Laghouat. Les rendez-vous commerciaux seront organisés du 15 au 21 février 2009, à la maison de la culture Ali-Souih, rue de la Palestine, Khenchela, du 20 au 26 février 2009, au Centre des loisirs scientifiques, route de Boukhars, Saïda et du 27 février au 5 mars 2009, au niveau de l'établissement Benmoussa, 45 boulevard des Martyrs, Laghouat.

Dans les trois villes, la foire sera ouverte tous les jours de 10h à 19h. Une fermeture entre 10h et 15h est prévue uniquement le vendredi. Accueil, démonstrations, orientations et animation seront proposés aux visiteurs.

Des cadeaux seront offerts aux clients pour tout achat d'une puce prépayée ou post-payée.

Aussi, Nejdma organise tout au long de ces foires des quiz quotidiens pour permettre aux participants de bénéficier d'un cadeau.

De plus, une super tombola est prévue le dernier jour de chaque manifestation et les heureux gagnants repartiront avec l'un des superbes cadeaux mis en jeu : 1 LCD 32 pouces, 1 climatiseur et 2 VTT.

R. R.

TIARET 8 nouveaux projets «Blanche Algérie»

Un quota supplémentaire de pas moins de huit projets «Blanche Algérie» a été alloué récemment à la Direction de l'action sociale de la wilaya de Tiaret, apaisant ainsi les esprits des jeunes postulants à ce dispositif. Selon le directeur du secteur, la procédure réglementaire pour l'attribution de ces projets est en cours, à savoir une présélection au niveau d'un comité communal avant la délibération définitive par la commission de wilaya.

Ces opérations qui portent, dans leur majorité, sur des travaux d'entretien, de collecte de sachets, nettoyage, débouchant sur l'amélioration du cadre de vie et la protection de l'environnement, sont d'un montant de 70 millions de centimes chacune permettant à chaque ouvrier de bénéficier de 12 000 DA pour une durée de trois mois.

Ce qui est certain, c'est que ce dispositif suscite un engouement très particulier à Tiaret, à en juger par le nombre de demandes enregistré par les services de la DAS ainsi que la grande foule qui s'agglutine quotidiennement devant les portes de cet organisme. Quoi qu'il en soit, et en dépit de ce quota octroyé à titre exceptionnel, il demeure en deçà des attentes.

Mourad B.